



DE L'URGENCE D'UNE PRISE DE CONSCIENCE CLIMATIQUE POUR SAUVER LES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES DE LA PLANÈTE



Le temps presse pour des millions de personnes vivant dans des situations à haut risque qui mettent en péril leur existence, leurs moyens de subsistance et la sécurité de leurs lieux de vie.

Les phénomènes climatiques extrêmes et les dégâts liés aux conditions météorologiques sont sans précédent en termes d'échelle, de fréquence et d'intensité. Il suffit de lire les gros titres de ces derniers mois pour se rendre compte des assauts de la sécheresse, des incendies de forêt, des ouragans, des pluies torrentielles et des inondations à travers la Planète bleue, du nord au sud, de l'est à l'ouest.

Publié le 6 août, le dernier rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC)¹ confirme que le réchauffement planétaire passera de 1,5 °C à 2 °C d'ici au milieu du XXI^e siècle, à moins que des mesures immédiates, radicales, généralisées et durables ne soient prises pour réduire les émissions de CO₂, de méthane et d'autres gaz à effet de serre.

Le rapport illustre également l'impact des activités humaines sur le réchauffement de l'atmosphère, des océans et des terres. En outre, malheureusement, les personnes qui sont actuellement les plus affectées et vulnérables aux futurs chocs climatiques sont celles ayant contribué le moins à l'urgence climatique mondiale.

Les 79 États membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), au rang desquels une grande majorité des petits États insulaires en développement (PEID), des pays les moins avancés (PMA) et des pays sans littoral (PSL), subissent une hausse des températures et des effets du changement

¹ IPCC, 2021 : *Climate Change 2021 : The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, A. Pirani, S. L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M. I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J. B. R. Matthews, T. K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu and B. Zhou (eds.)]. Cambridge University Press. Sous presse.

climatique plus marqués et plus importants que la moyenne mondiale. Pourtant, le niveau de leurs émissions de gaz à effet de serre reste négligeable. Les économies, les moyens de subsistance, les peuples, ainsi que les écosystèmes de santé et de bien-être de l'OEACP subissent de plus en plus les affres de cette situation. En guise d'illustration, une sécheresse qui sévit à Madagascar depuis quatre ans, la pire depuis quarante ans, menace de famine des dizaines de milliers de personnes. En Haïti, les fortes crues soudaines du mois d'août ont encore aggravé la misère d'une population qui peinait déjà à se remettre des effets dévastateurs d'un tremblement de terre survenu quelques jours seulement auparavant. Ces exemples montrent que les populations les plus pauvres et les moins protégées au monde sont celles qui se trouvent en première ligne et subissent le plus durement la crise climatique.

Également publié en août 2021, le rapport de l'UNICEF intitulé « La crise climatique est une crise des droits de l'enfant »² met également en exergue des vulnérabilités croissantes. Il relève que près de la moitié des 2,2 milliards d'enfants dans le monde sont déjà « très fortement exposés » aux effets de la crise climatique et de la pollution. Je m'associe aux propos de la Directrice générale de l'UNICEF, Mme Henrietta Fore, qui a parlé d'une « situation d'une gravité inimaginable ». Il est urgent d'agir si nous voulons avoir une chance de forger l'avenir que nous souhaitons pour nous-mêmes, pour nos enfants et pour leurs enfants.

Dans la perspective de la 26^e Conférence des parties (COP26) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) du 1^{er} novembre 2021, les 79 États membres et les six régions de l'OEACP, ainsi que les négociateurs de l'OEACP pour les questions climatiques à la CCNUCC collaborent avec des partenaires partageant les mêmes idéaux et invitent ces derniers à conjuguer leurs forces pour faire en sorte que la COP26 apporte des solutions aux questions les plus urgentes pour les pays en développement vulnérables. Tous les 79 pays membres de l'OEACP sont des pays vulnérables.

À cet égard, il est intéressant de noter le point de vue exprimé par l'Ambassadeur Tosi Mpanu-Mpanu, Président de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) de la CCNUCC, en ces termes : « Malgré les nombreux défis et incertitudes liés à la pandémie de COVID-19, la Présidence britannique et les Présidents des organes subsidiaires collaborent étroitement et à un rythme soutenu pour s'assurer que les Parties sont disposées à réaliser de véritables avancées dans les travaux en cours et à régler les questions en instance relatives aux règles instaurées par l'Accord de Paris. »

² *La crise climatique est une crise des droits de l'enfant : Présentation de l'indice des risques climatiques pour les enfants*. New York : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 2021.

À environ un mois de la COP26, il convient de louer les efforts déployés par les Coprésidents du SBSTA pour organiser des rencontres informelles d'experts techniques sur divers thèmes prioritaires et importants dans l'optique de faire de la COP de Glasgow un succès. Je suis d'avis que toutes les Parties doivent participer activement à ces réunions informelles dans le cadre de leurs préparatifs en vue de la Conférence de Glasgow. J'ai été sensible au plaidoyer de l'Ambassadeur Mpanu Mpanu qui a déclaré : « Le temps presse, et le monde ne peut plus s'offrir le luxe de retarder la prise d'une décision. Nous devons remettre le processus climatique sur les rails, et faire évoluer l'action et l'ambition en matière de climat. » J'espère que vous serez vous aussi réceptifs à cet appel passionné.

Au nom de l'OEACP, j'invite et j'exhorte toutes les Parties à s'engager à renforcer davantage leurs objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de leurs prochaines contributions déterminées au niveau national (CDN). J'invite également toutes les Parties à rehausser leurs ambitions en matière de climat et à renforcer leurs mesures d'adaptation (en leur accordant la même attention qu'aux mesures d'atténuation), et à renforcer l'appui technique et financier aux pays les moins développés et les plus vulnérables, notamment par le renforcement des capacités, le transfert de technologies et des dispositions relatives aux pertes et préjudices liés aux effets néfastes du changement climatique.

La COP26 sera décisive pour déterminer les modalités d'extension du financement climatique au-delà de l'engagement actuel à mobiliser au moins 100 milliards de dollars américains pour la période post-2020 et au-delà. À l'heure où nous sommes tous confrontés à la crise climatique, nous savons que des ressources financières additionnelles, prévisibles, facilement accessibles et clairement définies sont requises pour soutenir les initiatives d'adaptation climatique et de renforcement de la résilience des pays les plus vulnérables, au rang desquels tous les membres de l'OEACP.

Suivi des engagements à long terme

Le récent rapport du GIEC affirme que pour limiter les futurs changements climatiques, il faudra limiter les émissions cumulées de CO₂ au moins un niveau zéro d'émissions nettes, et réduire considérablement, rapidement et durablement les émissions de CH₄, de sorte à diminuer l'effet de serre et la pollution due aux aérosols et améliorer ainsi la qualité de l'air.

Le défi est certes de taille, mais pas insurmontable. Nous devons agir maintenant et nous devons agir ensemble. Cette démarche nécessitera une transformation systémique globale pour passer des actions locales à une coordination mondiale. Notre engagement et notre dynamisme seront essentiels pour accélérer les mesures

d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Nous devons élargir notre perspective et notre champ d'exploration, notamment en adoptant des approches écosystémiques pour relever les défis mondiaux liés à la dégradation de l'environnement et des crises liées à la biodiversité et au changement climatique. Nous devons penser et agir selon une approche intégrée et plus concertée.

Les membres de l'OEACP réalisent qu'il est nécessaire d'adopter des méthodologies claires intégrant les risques pour la traduction des objectifs mondiaux d'adaptation et d'atténuation en stratégies et plans nationaux, complétés par des financements, un renforcement des capacités et un appui technologique adéquats.

Nous, OEACP, une organisation internationale forte de 79 pays en développement et vulnérables d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et d'innombrables pays insulaires, comptons sur les pays développés qui seront présents à la COP26 pour prendre l'initiative d'indiquer de façon claire, fiable et prévisible comment ils entendent honorer leurs engagements à long terme de mobiliser au moins 100 milliards de dollars américains pour financer l'action climatique pour la période post-2020 et au-delà, et mettre en place des mécanismes garantissant la cohérence des modalités d'accès et d'acheminement de ces fonds. Nous nous félicitons également de l'ouverture des discussions sur le nouvel objectif quantifié collectif (post-2025).

S.E. M. Georges Rebelo Pinto Chikoti

Secrétaire général de l'Organisation des États d'Afrique,
des Caraïbes et du Pacifique (OEACP)